

31761

16

LA

# LIQUIDATION SOCIALE

PAR

M. WOLOWSKI

Membre de l'Institut.

---

EXTRAIT DU **Journal des Économistes**

(Numéro d'Avril 1870).

---

PARIS

GUILLAUMIN ET C<sup>e</sup>, EDITEURS

du *Journal des Économistes*, de la *Collection des principaux Économistes*, du *Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation*, du *Dictionnaire de l'Économie politique*, etc.

14, RUE RICHELIEU, 14

—  
1870

PROUDATION SOCIALE

M. WOLKOWSKI

BIBLIOTEKA  
UNIWERSYTECKA  
w Torontu

311761



K. 1076/62

LA

# LIQUIDATION SOCIALE

---

Anciennes et nouvelles formules. — Communisme, — Collectivisme, — Mutualisme, —  
Socialisation des instruments de travail (1).

## I

Il est des formules qui semblent résumer les aspirations d'une époque ou les tendances d'une classe d'hommes voués au labeur quotidien. Elles se trouvent accueillies avec une naïve confiance, surtout tant qu'elles restent dans une sorte de vague mystérieux qui permet à chacun d'y voir la solution qu'il désire. On se rappelle la vogue dont a joui, il y a une trentaine d'années, l'*organisation du travail*, pavillon commun servant à couvrir toute sorte de marchandise sociale. Il abritait des plans nombreux et divers, et d'abord ceux des rêveurs qui, sans se rendre un compte suffisant de la nature des choses et des éléments essentiels de la constitution des sociétés, prétendaient les refondre d'un seul jet, en changeant et le milieu dans lequel s'exerce l'activité humaine, et l'homme lui-même.

D'autres écrivains ont cru pouvoir ramener l'ordre dans l'exploitation industrielle et bannir de tristes tiraillements, en assurant aux ouvriers une occupation suivie et bien rémunérée ; ils ont voulu remplacer l'action individuelle par l'action collective, substituer un mouvement pacifique et régulier aux luttes de la concurrence. Tous les maux, à les

---

(1) Ce rapide résumé des idées émises par M. Wolowski dans plusieurs leçons du cours d'économie politique, qu'il professe au Conservatoire des Arts et Métiers, a d'abord été publié par le journal *la France*.

entendre, provenaient de ce que le travail *n'était pas organisé*; ils disparaîtraient tous devant *l'organisation du travail*.

Une confusion déplorable dérivait d'un malentendu : le même terme recevait les acceptions les plus différentes; les uns y rattachaient la pensée d'une rénovation radicale de la société; les autres, le sens d'une transformation complète de l'industrie; quelques-uns, l'idée d'un retour aux corporations et aux règlements de l'ancien régime; la plupart enfin s'en servaient comme d'un mot exprimant des aspirations mal définies, et non pas un système assis sur une base solide, bien lié dans toutes ses parties.

Des écoles divergentes se rencontraient ainsi sur le même terrain, parce qu'elles tombaient dans la même erreur. Elles se mettaient en quête d'une organisation du travail bâtie d'une pièce, et sortie soudain du rêve d'un penseur, comme Minerve tout armée du cerveau de Jupiter, sans songer à l'organisation naturelle de la société moderne au moyen de l'application de plus en plus complète des principes de liberté et d'égalité.

La formule, accueillie d'abord avec enthousiasme, n'a pas tardé à être démodée : le même sort attendait le fameux *droit au travail*, qui entraînait avec lui ou une confiscation des instruments de la production, ou un fatal avortement. Nous n'en sommes plus ni à l'autorité saint-simonienne, ni aux rêveries pacifiques de Fourier, ni au roman de l'Icarie, ni au labeur d'autant plus restreint dans ses résultats, qu'il dépend moins de l'initiative féconde et de l'intelligence mise en éveil. Les alchimistes de la pensée avaient quelquefois rencontré de rares filons d'or; aujourd'hui il en est à peine question. Au lieu de chercher des voies nouvelles, quelques hommes s'imaginent mener la société vers une destinée meilleure, en la poussant vers les informes tentatives de l'enfance. Plus ou moins avoué, le *communisme* se rencontre au fond des plans produits avec une assurance imperturbable, comme si ce n'était point la forme rudimentaire des peuplades sauvages, comme si le communisme, avec la dégradation morale et la misère matérielle qui l'accompagnent, n'était point le triste berceau dont l'humanité a dû sortir pour grandir et pour prospérer.

Nous n'entendons point attaquer les intentions, mais nous devons juger les doctrines et les juger avec une équité sévère, alors qu'elles risquent d'égarer des esprits faibles et d'aggraver des souffrances, trop répandues encore par le monde. L'éternelle antithèse du pauvre et du riche rencontre dans le sentiment de l'égalité une tentation nouvelle : le contact du superflu avec le manque du nécessaire, doit blesser et irriter ceux qui souffrent. Nous sommes entourés d'une quantité sans cesse croissante de biens destinés à satisfaire les besoins et même les goûts divers; comment se fait-il que ces biens profitent largement à quelques-uns, tandis que les autres n'en obtiennent qu'une part restreinte? Il

faudrait, dit-on, changer un état de choses aussi vicieux, et pour y parvenir il n'est qu'un moyen, c'est d'ôter aux uns, de donner aux autres. Tel est le sens général d'une formule qui a fait bruyamment son entrée dans le monde sous le nom de *liquidation sociale*, soit qu'elle vise satisfaire les appétits de nouveaux *partageux*, soit qu'elle arrive aux données, revêtues de l'apparence plus scientifique, du *collectivisme*.

Les uns supposent que l'on peut dédaigner ce symptôme du mal social, que l'on ne doit pas descendre à discuter des sophismes depuis longtemps condamnés par la raison et par la conscience. D'autres seraient disposés à user des rigueurs de la loi contre la négation audacieuse des bases sur lesquelles repose l'ordre. Nous sommes d'un autre avis ; il faut étudier, discuter jusqu'aux manifestations violentes des erreurs le moins acceptables ; ce qui les accrédite auprès de ceux qui obéissent plutôt à l'entraînement des passions qu'aux conseils de la réflexion, c'est l'espèce de pénombre qui les protège. Allons droit au fantôme, il s'évanouira.

Cette conviction nous a fait aborder la question de la *liquidation sociale* dans notre cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers. Quiconque connaît le vaste amphithéâtre de la rue Saint-Martin sait combien il est fréquenté par les diverses fractions de la grande famille industrielle : fabricants, commerçants, contre-mâtres et ouvriers. Ces derniers ne sont ni les moins nombreux ni les moins attentifs, et, ou nous nous faisons une grande illusion, ou nous n'avons point lieu de nous repentir d'avoir traduit devant eux, dans un langage simple, des systèmes ambitieux.

Que signifie cette formule cabalistique : la *liquidation sociale* ? Il est bon de la toucher en quelque sorte du doigt ; l'agitation qu'elle excite ne nous étonne ni ne nous effraie. Pour nous servir de l'énergie d'une expression populaire, en allant droit au but, sachons ce que cette thèse bruyante a dans le ventre. Porte-t-elle un enfant viable et robuste, appelé à de longues destinées ? ou bien un fœtus informe et monstrueux qu'il s'agit seulement de disséquer ?

Il est du devoir de l'économie politique d'aborder d'une manière calme, sans prévention aucune, cet ordre d'investigations. Elle se consacre à l'étude de l'action de l'homme sur le monde matériel, et des moyens qui rendent cette action sans cesse plus puissante et plus féconde. Comme le disait notre regrettable collègue et confrère Adolphe Blanqui, le véritable but de la science est d'appeler le plus grand nombre d'hommes au partage des bienfaits de la civilisation. Les mots : division du travail, capital, crédit, association, liberté commerciale, n'ont pas d'autre signification. L'école française surtout s'est appliquée à mettre en œuvre cette belle pensée de Droz : « Les produits sont faits pour les hommes et non pas les hommes pour les produits. » Elle ne considère point la production comme une abstraction indépendante du sort des

travailleurs. Elle sait s'arrêter aux limites du possible, mais sa mission est d'agrandir chaque jour le cercle des conviés aux jouissances légitimes de la vie. En voyant avec quelle lenteur s'accomplissent les réformes, véritablement utiles à tous, et en mesurant les obstacles qu'elles ont rencontrés, les plus ardents réformateurs apprennent à modérer leur impatience ; ils se rendent meilleur compte des conditions essentielles du développement de la production et de l'équitable distribution des produits. Sur cette voie, ils trouveront le véritable remède à une maladie trop répandue, celle qui consiste à prendre pour des entraves à supprimer, les leviers les plus puissants à l'aide desquels l'homme soulève le monde : la propriété, le capital, le travail affranchi et le commerce libre.

L'économie politique l'avoue : elle n'a créé aucun système, elle n'a point en portefeuille un plan de régénération subite et de prospérité instantanée. Au lieu d'inventer des lois arbitraires, elle s'applique à découvrir les lois naturelles, c'est-à-dire suivant la belle définition de Montesquieu, les rapports qui résultent de la nature des choses. Ces lois ont toujours existé, et leur empire ne cessera jamais de s'exercer, mais pour s'en servir il faut les comprendre, comme il faut connaître la nature, soumise à la puissance de l'activité humaine, pour assouplir, discipliner, diriger et dominer les forces naturelles du sol, de l'atmosphère, de la vapeur, etc.

La première force, celle dont tout dérive, c'est l'homme. Il est le point de départ de la production, il en est aussi le but : l'homme constitue à la fois l'*alpha* et l'*oméga* de la multiplication des biens. Or, cette force primordiale agit avec d'autant plus d'énergie qu'elle se trouve moins gênée dans son action : c'est la liberté qui l'élève à la plus haute puissance, ce sont les lumières de plus en plus répandues qui rendent l'homme de plus en plus maître de la nature.

En voyant les riches moissons qui recouvrent les guérets, les prairies naturelles et artificielles qui étendent leurs tapis de verdure, les animaux domestiques qui prêtent à l'homme le concours d'un labeur obéissant, qui le nourrissent et le vêtissent, ces cabanes, ces maisons et ces palais qui l'abritent, ces routes qui rapprochent les denrées et les populations, cette vapeur qui file, qui tisse, qui rabote, qui lime, qui polit, qui transforme le bois en outils et assouplit le fer comme du bois, ces instruments et ces machines, esclaves dociles de la volonté humaine, qui donnent tant et qui exigent si peu ; en admirant ce merveilleux spectacle du monde moderne, en mesurant l'intervalle qui sépare la hutte du sauvage du palais de l'industrie universelle, où s'étalaient les conquêtes de l'activité intelligente, s'est-on suffisamment demandé comment s'est opérée cette admirable rénovation, œuvre véritable d'une seconde création, et à l'aide de quels leviers elle a pu s'accomplir ? C'est grâce au droit de propriété, qui lie le présent à l'avenir, et qui est l'incarnation de la li-

berté humaine ; c'est grâce au capital, fruit du labeur et du sacrifice ; c'est grâce au travail libre que le miracle s'est réalisé et qu'il se reproduit chaque jour par une révélation plus féconde de l'action de l'homme.

Que devient, en présence de cette vérité élémentaire, la prétendue revendication des droits primitifs, qui auraient été accaparés au profit du petit nombre et au détriment de tous ?

On parle de *spoliation*, donc on prétend revendiquer, au nom de la justice et du droit, tant cette idée est profondément ancrée, même dans la conscience de ceux qui supposent pouvoir pétrir l'univers au gré de leur caprice !

Qu'est-ce qui constitue le droit, et comment s'établit la justice ? Est-ce que chaque objet qui dérive de l'intelligence, de la prévoyance et de l'activité de l'homme ne se trouve point approprié, légitimement et justement approprié par l'origine dont il émane ? Est-ce que vouloir enlever à quelqu'un ce qu'il produit ne serait point commettre une flagrante iniquité ?

Mais, s'écrient les apôtres de la *liquidation sociale*, l'ouvrier seul produit ; tout le mal vient dans ce monde de ce qu'il ne recueille pas seul tout le résultat de son travail, de ce que la rente de la terre, le loyer du capital et le profit de l'entrepreneur viennent ébrécher, au moyen d'une prélibation inique, l'œuvre de l'ouvrier, en le privant du moyen de racheter son produit.

Tel est le sophisme à l'aide duquel on voudrait battre en brèche ce qu'on appelle le privilège de la propriété, le privilège du capital et le privilège de l'intelligence. C'est ainsi qu'on arrive à dire : tout appartient à celui qui travaille ; propriétaire, capitaliste, entrepreneur, retirez-vous !

Nous n'appartenons pas à l'école qui a sans cesse mis en avant la majestueuse trilogie du capital, de la terre et du travail, comme marchant de front et exerçant ensemble une action spontanée. Nous l'avons déjà dit, le premier élément de la production, c'est l'homme : tout est par l'homme et tout est pour l'homme. Mais son action s'exerce sous des formes diverses : s'il a enclos et défriché le sol, en le retirant d'un communisme stérile, pour en faire le riche apanage du travail productif, au lieu de rien enlever à qui que ce soit, il restreint la part qu'il était condamné à réclamer. Charles Comte l'a démontré, il faut une lieue carrée, seize mille hectares d'espace, pour nourrir un sauvage ; à ce compte, la France entière ne pourrait suffire qu'à une trentaine de mille d'habitants, tandis que dans notre département du Nord, on compte aujourd'hui près de trois habitants par hectare, et que nos trente-quatre mille lieues carrées de terrain sont le domaine d'une population de près de quarante millions d'hommes.

Singulier cercle vicieux dans lequel tombent les *liquidateurs sociaux*. Ils protestent contre la propriété, contre le capital, contre la direction des entreprises, et ils demandent qu'on répartisse également entre tous des

biens qui, sans l'exercice du droit de propriété, sans l'accumulation du capital, et sans le développement de l'esprit d'entreprise n'auraient jamais existé. Ils se plaignent de ce que le produit du labour se multiplie au point de laisser un excédant, non-seulement pour ceux avec le concours efficace desquels l'ouvrier accomplit un travail plus fécond, mais aussi pour lui-même, dont la récompense grandit avec la puissance d'action. Il ne peut pas racheter tout le fruit de son travail, soit ; mais ce fruit est devenu beaucoup plus abondant, et la part qui lui reste dépasse grandement ce qu'il aurait pu obtenir sans l'assistance d'autres forces employées à son service, d'autres forces qui ont toutes pour origine l'activité légitime et la prévoyance d'autres hommes.

Non, l'ouvrier seul ne produit pas tout, alors qu'il profite de l'aide incessante de celui dont le labour a fécondé le sol, en *transhumanisant la terre*, pour nous servir de l'admirable expression du Dante, de celui dont la prévoyance et l'intelligente activité ont conservé les denrées nécessaires pour nourrir l'ouvrier dans le cours de l'occupation industrielle, et pour fournir les approvisionnements qu'il utilise et qu'il transforme, les outils, les instruments et les machines qui décuplent et centuplent ses forces, enfin de celui qui combine et qui dirige l'action simultanée d'éléments variés, tous utiles, tous indispensables, tous appelés à fournir un contingent humain à l'élaboration matérielle des produits.

Non, ce n'est pas des bras seuls de l'ouvrier, aujourd'hui en exercice, que découle l'œuvre sur laquelle il devrait, dit-on, exercer seul un droit exclusif ; il a réclamé le concours efficace de l'homme qui a promené dans le sol la bêche et la charrue ; de l'homme qui, à une terre stérile et rebelle, a substitué une terre obéissante et féconde : il a profité du concours de l'homme qui a conservé le blé qui le nourrit, la matière sur laquelle il exerce son activité présente, et qui a façonné les instruments à l'aide desquels il domine la matière ; il a profité de l'impulsion éclairée, des combinaisons habiles de l'esprit d'entreprise, qui préserve l'ouvrier de tout échec et qui lui garantit, de préférence, la part dévolue dans l'œuvre commune. Du moment où plusieurs hommes concourent à exécuter la même œuvre, celle-ci doit, équitablement, se partager entre eux, et ce partage profite de plus en plus à celui qui travaille de ses mains ; en effet, à mesure que la civilisation se développe et que la liberté exerce son empire, l'œuvre produite augmente, et la part relative de l'ouvrier s'accroît doublement par la richesse du résultat obtenu et par la proportion dans laquelle il y participe.

Voilà ce qu'enseigne, sans fantasmagorie aucune, et sans grands coups de théâtre, l'économie politique, la science pratique de la liberté.

Avant que de compléter ces indications relatives à l'inanité et à l'injustice de la doctrine, étalée avec tant de complaisance pour les appétits irréflechis, admettons un moment que ceux qui réclament le par-



tage et qui s'imaginent envahir le monde, arrivent à leurs fins. Une inexorable autorité, celle de Barème, dira les résultats ; une opération d'arithmétique élémentaire, édifiera sur la portée du système.

Envisagée ainsi, la fameuse *liquidation sociale* serait une bien mauvaise affaire. Sans doute, ce n'est pas dans cette acception que la produisent ceux qui, affichant des prétentions savantes, croient pouvoir allier une certaine dose de modération à l'organisation d'un nouveau monde industriel.

Nous examinerons leurs visées : commençons par déblayer le terrain des prétentions plus violentes, qui abdiquent le raisonnement pour faire appel à des passions aveugles. Ceux qui les affichent trouvent plus facile et plus simple de s'emparer de ce qui est, que de multiplier la somme des biens à répartir ; ils ne dédaignent pas les préventions les plus vulgaires ; n'en a-t-on pas entendu qui poussaient la chimère de la convoitise jusqu'à présenter la richesse acquise comme une proie facile, dont la division suffirait pour le bonheur universel ? Comptons, en désertant toute espèce de préjugé.

La Banque de France renferme dans ses caves un milliard deux cents millions de francs d'espèces d'or et d'argent ; c'est un beau denier. Mais si l'on s'en emparait pour le répartir entre les quarante millions de Français, chacun obtiendrait 30 fr., de quoi couvrir à peine, pendant quelques semaines, les besoins de la plus chétive existence ! — C'est vrai, dira-t-on, ceux qui voudraient s'emparer du trésor de la Banque, sont des insensés ; l'or et l'argent ne sont que les véhicules de la richesse véritable ; celle-ci consiste en biens de toute nature, immobiliers et mobiliers, ce sont ces biens possédés par quelques-uns, que la *liquidation sociale* doit faire revenir à tous. — Calculons encore.

Sans doute le travail infatigable des hommes et leur prévoyance ont constamment accru la masse des biens acquis. L'Angleterre et la France offrent, sous ce rapport, un merveilleux exemple. Les évaluations ont singulièrement varié ; acceptons la plus large. L'avoir immobilier et mobilier se chifferrait aujourd'hui chez nous par la somme colossale de cent soixante milliards de francs, dont la valeur du sol et celle des constructions absorberaient presque les trois quarts.

Quel est le produit de cet immense capital ? Quand on sait ce que rapporte la terre et quand on tient compte de la somme des biens *improductifs*, qui servent à l'usage de l'homme, de son mobilier, de ses vêtements, y compris la blouse modeste de l'ouvrier, on reconnaîtra qu'un revenu de 4 0/0, en moyenne, dépasse la réalité.

Admettons-le cependant, nous aurons un produit annuel de 6,400,000 fr., qui, réparti par tête, donnera aux 40 millions de Français 60 fr. par tête, à peine 45 centimes par jour, et il faudrait pour cela que la *liquidation sociale* ne fit point disparaître les résultats conquis par le *ménage* actuel.

C'est que le capital acquis et ses dérivés ne constituent qu'une faible portion du revenu général. C'est le travail annuel d'une nation qui constitue la source principale de la richesse nationale ; telle est la grande vérité proclamée par Adam Smith. Désorganisez ce travail, troublez-en les conditions naturelles, et vous n'arriverez qu'à créer la misère universelle. Il n'y aura plus de riches, mais les pauvres deviendront plus nombreux et plus misérables.

Vous travestissez, nous dira-t-on, notre langage et nos intentions ; nous n'entendons point nous emparer des richesses acquises, nous ne sommes pas des *partageux*. Cette protestation, sincère chez beaucoup, nous plaît et nous encourage. Oui, ce n'est que dans les bas-fonds de l'ignorance et dans la surexcitation aveugle des appétits grossiers, qu'on rencontre des plans aussi monstrueux qu'impuissants. Les ouvriers se perdraient s'ils venaient à suivre des conseils étroits et cupides ; qu'ils se rappellent ces paroles de Franklin : « Quiconque vous promet de vous enrichir autrement que par le travail et par l'économie, ne l'écoutez pas, c'est un empoisonneur ! » — Nous aussi, ajouteront les promoteurs d'une autre *liquidation sociale*, qui prend les allures scientifiques, nous repoussons le partage violent ; nous ne demandons que la socialisation des instruments de travail et l'association des efforts.

Que veut ce système ? que peut-il ? Nous allons essayer de le définir.

## II.

Nous l'avons constaté, le nombre des *partageux*, qui assignent pour but à la *liquidation sociale* la division entre ceux qui ne possèdent rien, de ce que détiennent ceux qui possèdent quelque chose, est peu considérable. Ils comptent vainement sur les appétits aveugles, qu'ils essayent de surexciter. Un sentiment inné de justice, et l'intérêt du vrai suffisent pour faire crouler l'échafaudage de sophisme et de violence, élevé sur une pareille base. Pour séduire des esprits honnêtes, il faut d'autres apparences, il faut invoquer d'autres illusions. Ceux qui répudient les enseignements de l'économie politique, essayent de construire une science nouvelle ; ils condamnent le passé, et veulent en effacer les traces, parce qu'ils se croient appelés à édifier sur d'autres bases. *Destruam et œdificabo*, était la fière devise du maître, dont les imitateurs essayent de vivifier encore la parole. Mais si Proudhon a su, avec une verve incomparable d'ironie et un impitoyable sarcasme, accomplir dans beaucoup d'esprits la première partie de son audacieux programme, du moment où il a mis la main à l'œuvre de la reconstruction, il a été forcément conduit à reprendre un à un les instruments de l'existence sociale, qu'il avait commencé par éliminer. Ses derniers écrits contiennent la réhabilitation du droit de propriété et du capital, comme si le penseur intrépide qui avait tracé la fameuse sentence : la *Propriété, c'est le vol !* et

qui avait rêvé le *Crédit gratuit*, avait pris à tâche de prouver que lui seul était capable de justifier des principes, dont il s'était plu à démolir l'incomplète démonstration.

Hâtons-nous d'ajouter, qu'au milieu des explosions les plus bizarres de la pensée indisciplinée de Proudhon, se rencontraient le respect, l'exaltation de la liberté humaine. Personne n'a plus vigoureusement que lui attaqué le communisme; personne n'avait un sentiment plus profond de la dégradation qui nous atteindrait si de pareilles idées venaient à triompher.

Or, les nouvelles dénominations à l'aide desquelles on essaye de masquer les doctrines communistes, ne sauraient égarer ceux qui vont au fond des choses: le *collectivisme*, le *mutuellisme*, la *socialisation des instruments de travail* et tant d'autres plans, successivement mis en avant, appartiennent tous à la grande famille du *communisme*; tous ils aboutissent à un même résultat, celui de dépouiller l'homme de ce qui fait sa force et sa dignité, de l'initiative individuelle, pour lui imposer une règle factice. Chose singulière! Dans les rangs de ceux qui prétendent initier le monde à une nouvelle foi sociale, et qui veulent ouvrir des ateliers nationaux ou communaux, se trouvent les plus ardents adversaires de l'armée et du clergé, tandis que leur doctrine tendrait à, tout transformer sur le modèle de la caserne et du couvent. L'armée industrielle serait soumise à une dure discipline, et l'on ferait de l'abnégation personnelle un devoir étroit qui lui enlèverait toute vertu. Nous sommes de ceux qui admirent l'héroïsme, mais qui ne le croient pas l'apanage du commun des martyrs; aimer son prochain comme soi-même, c'est le généreux précepte de la foi chrétienne; il n'interdit pas de s'aimer un peu soi-même ni de rechercher par un effort légitime d'améliorer la condition où l'on se trouve. Il élève, il purifie, mais il ne condamne pas la personnalité humaine et il conserve à chacun le droit d'être rétribué selon ses œuvres.

Pour reconstruire il faut des matériaux; ceux-ci ont été préparés et conservés par les détenteurs actuels; il faut donc les exproprier. Mais les *liquidateurs sociaux* entendent-ils, après un nouveau partage, abandonner à leur libre essor les forces humaines, armées d'instruments de production, autrement répartis? Ils auraient inutilement usé de violence et d'injustice; la liberté du travail, l'action du capital et la puissance de la propriété ne tarderaient point à rétablir les inégalités matérielles contre lesquelles ils protestent.

La *socialisation des instruments du travail* doit avoir une autre signification; la *scienza nuova* du socialisme veut enlever la disposition de ces instruments à l'activité individuelle, en la soumettant à une règle autoritaire. Sous prétexte que *tout doit être à tous*, on dépouille l'homme pour doter un pouvoir anonyme, qui s'exerce toujours par des hommes en chair et en os, susceptibles de toutes les faiblesses. L'esclave est

celui qui ne possède rien et qui ne dispose pas des fruits de son travail. La socialisation des instruments de travail nous ramènerait à l'esclavage universel ; pour rendre les instruments de labour communs à tous, on voudrait transformer les hommes en simples instruments. Tel serait le résultat inévitable de la *liquidation sociale*, revêtue d'un certain appareil scientifique, alors même qu'elle prétend répudier les sinistres appétits des *partageux*. De téméraires promesses d'émancipation et de bien-être n'aboutiraient qu'à un triste asservissement et à une détresse générale. Quant aux espérances suscitées par tant de doctrines autoritaires, la liberté seule est assez féconde pour les réaliser. Telle a été la grande pensée de 1789, telle est la noble doctrine inscrite à cette époque sur notre drapeau, appelé à rallier le monde.

— La Révolution française a en même temps affranchi l'homme et la terre ; c'est elle qui a émancipé le capital et définitivement fondé le droit de propriété. Son énergique et universelle influence vient de ce qu'elle a donné satisfaction à la nature de l'homme en respectant la nature des choses. Loin de sacrifier à la triste chimère de la *socialisation des instruments de travail*, elle a voulu élever l'individu en le dotant de l'initiative libre et de l'activité intelligente : « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent, » dit le décret du 28 septembre 1791. « Les Français libres feront librement le commerce. » Tel est le droit nouveau, devenu, comme l'air que nous respirons, sans nous apercevoir que nous lui devons l'existence. Pour apprécier le bienfait de la conquête ainsi accomplie, il suffit de nous reporter à ce qui était jadis et de le comparer à ce qui est aujourd'hui. Nous avons vu, dans notre jeunesse, un ingénieux vaudeville du théâtre de la rue de Chartres, *Julien ou Trente ans d'entracte*. Le théâtre a disparu avec la rue, et le souvenir de cette pièce s'est effacé ; elle reposait sur une donnée bien simple : Un gentilhomme, jeté dans une île déserte, avant 1789, et privé de toute communication avec l'Europe, revoyait la France au bout de trente années. Quel magique changement ! Des siècles avaient semblé s'être écoulés pour transformer ainsi les institutions, les choses et les hommes. Ce que les philosophes avaient à peine rêvé avant Turgot et Adam Smith se trouvait accompli.

Pour nous borner à la question du travail, rappelons ces lignes par lesquelles Condorcet, témoin du régime passé, signalait l'aurore du régime nouveau (1) : « Les maîtres formoient une petite république, dont les chefs, sous prétexte de police, avoient porté à un degré qu'il eût été difficile de prévoir, l'art de resserrer les chaînes des malheureux ouvriers, de surcharger les communautés de dépenses inutiles, et de rendre insupportable même l'état de maître à ceux qui n'avoient que de l'industrie et de l'amour du travail. Cet odieux et ridicule esclavage fut

---

(1) Éloge de Turgot.

aboli. L'habitant des villes eut enfin le droit de disposer de ses bras et de son travail. »

Camille Desmoulins saluait l'œuvre de la nuit d'août par des paroles que colore la flamme de la jeunesse et de l'espérance : « *Hæc nox est...* C'est cette nuit qui a supprimé les maîtrises et les privilèges exclusifs. Ira commercer aux Indes qui voudra, aura une boutique qui pourra. Le maître tailleur, le maître cordonnier, le maître perruquier pleureront, mais les garçons se réjouiront, et il y aura illumination dans les mansardes ! O nuit désastreuse pour les gens de rapine, mais ô nuit charmante, *O vere beata nox*, ô nuit heureuse pour le commerçant à qui la liberté du commerce est assurée ! Heureuse pour l'artisan dont l'industrie est libre ! »

Certes, ceux qui souffrent encore, seront tentés de protester contre un pareil enthousiasme ; ils ont oublié ce que l'on souffrait jadis, et ils s'en prennent, comme à une cause de misère et de servitude, à la sainte liberté qui les a relevés d'une servitude dégradante et délivrés d'une misère fatale. Ils méconnaissent à la fois et la cause du mal et la nature du remède efficace. Non, en marchant dans la voie ouverte par 1789, fidèle aux principes de la Révolution, la France n'est pas comme un voyageur égaré qui voudrait rebrousser chemin ; elle n'a qu'à compléter l'œuvre glorieusement accomplie par nos pères, au lieu de la reprendre à nouveau, elle doit en tirer les conséquences naturelles et non pas l'abolir.

On parle de *liquidation sociale* ; mais une liquidation suppose une faillite. Est-ce que les idées et les principes de 1789 auraient déposé leur bilan ? Dressons le compte des espérances conçues et des réalités obtenues, et nous serons promptement rassurés. S'il reste beaucoup à faire, beaucoup a déjà été accompli ; sans doute, on l'a dit avec raison, notre siècle ne nous abrite point sous une tente dressée pour le repos. Ne nous en plaignons pas, puisqu'il reste tant de souffrances à adoucir, tant de lumières à répandre, tant de travaux féconds à exécuter.

On dit : « C'est vrai, nos pères ont marché, ne nous arrêtons pas ; ils ont détruit les abus de l'ancien régime, extirpons ceux du régime nouveau : travaillons ! *laboremus* ! » D'accord, mais de quels abus entend-on parler, ne seraient-ce point les principes mêmes de la vie sociale qu'on prétend remettre en question, au mépris des données fondamentales de la liberté du travail et du commerce, de l'extension progressive du capital, du respect du droit de propriété ? Sous prétexte de s'affranchir des sollicitations de la routine, ne s'attaque-t-on point à ce qui constitue l'homme ? C'est un *animal sociale*, comme l'a nommé Aristote (*ζῷον πολιτικόν*) ; il obéit à des impulsions autres que la bête, qui subit l'empire de la force, tandis qu'il entend pratiquer la justice.

*Liberty and property*, liberté et propriété, c'est le cri de guerre des Anglais, écrit Voltaire, et le malin vieillard ajoute : « Il vaut mieux que Montjoie et Saint-Denis ! » Liberté et propriété, telles sont les deux

bases posées en 1789, ou plutôt elles se confondent, elles ne sont que les deux expressions diverses de la même vérité, traduite jadis par Fox dans ces paroles : « La liberté consiste dans la jouissance assurée de la propriété. » Vérité que le président des Etats-Unis exprimait ainsi : « Chacun doit travailler librement et jouir avec sécurité des fruits de son travail. »

Là se trouve la pierre angulaire du véritable ordre social ; mais que deviennent, à ce contact, les tristes doctrines de *liquidation* ? Ne seraient-elles qu'un vague retentissement d'anciennes iniquités, dont la Révolution de 1789 a voulu empêcher le retour, des velléités de spoliation, de confiscation, d'absorption implacable des droits naturels, au profit d'un pouvoir absolu et arbitraire ? En lui montrant les vastes espaces que contient le territoire français, *tout ceci est à vous*, disaient les flatteurs convaincus du grand roi, et la forte assise du droit de propriété n'a été définitivement conquise que par la Révolution. C'est à l'époque dont les *liquidateurs sociaux* se plaisent souvent à évoquer le souvenir, c'est sous la Convention que le respect de la propriété a été le plus énergiquement proclamé, toute attaque contre le droit de propriété étant punie de mort. Ceux qui dénoncent avec ardeur de prétendues tentatives de réaction, ne seraient-ils pas des réactionnaires de la pire espèce, ne voudraient-ils point réagir contre les conquêtes fécondes de la révolution ? C'est au nom de la démocratie qu'ils élèvent la voix ; ils la calomnient. La démocratie véritable n'a ni la figure rébarbative qu'ils lui prêtent, ni les appétits violents qu'ils lui supposent ; elle présente l'image sereine de la justice et professe le respect du droit ; elle veut garantir à chacun ce qui lui revient, sous l'empire de lois égales pour tous ; elle n'entend dépouiller personne. La France s'est levée, il y a trois quarts de siècle, au cri de Mirabeau : *Guerre aux privilèges !* mais elle n'en veut ni en haut, ni en bas ; elle repousse tout ce qui constitue une faveur acquise au détriment d'autrui. Quand on parle d'anciens abus, qu'on invoque comme pour légitimer une revanche, on dégrade l'ordre nouveau en le poussant à commettre des abus pareils ; il saura s'en préserver et conservera le droit de condamner les iniquités commises dans le passé.

La société n'est point livrée au caprice ni à l'arbitraire des constructions idéales ; on ne saurait la pétrir comme une cire molle ; de même que le langage qui nous permet de profiter de la vie commune, la société est sortie de la nature de l'homme, de l'homme qui sait dominer la matière, la transformer, la féconder, la conserver, la transmettre, relier par la puissance de la pensée le présent à l'avenir, et par la division du travail et la coopération, sa compagne nécessaire dans l'espace et dans le temps, améliorer la condition matérielle, en fortifiant la dignité morale. L'homme travaille, capitalise, s'approprie les objets qui n'avaient encore subi aucune action humaine. Le grand mérite de l'économie politique a

été de faire de la liberté le pivot de la science et d'avoir déduit de ce principe vital les plus féconds enseignements sur la propriété, le capital, la concurrence, le crédit, etc. On a tort de supposer que c'est là une étude d'administrateur et d'homme d'Etat : elle est surtout indispensable à ceux qui travaillent, car ils sont les plus faciles à séduire par de faux mirages ; ils ont aussi le plus à perdre à méconnaître les leçons de la science.— Que nous importe, diront quelques-uns, nous vivons au jour le jour, de la main à la bouche ! Ne savent-ils donc pas que le nombre de ceux qui ne possèdent rien diminue sans cesse ? Ne savent-ils pas qu'une heureuse division du sol fait compter les propriétaires par millions et que la richesse mobilière, les inscriptions de rente, les actions, les obligations, les épargnes conservées sous toutes les formes, tendent de plus en plus à effacer la douloureuse signification du terme de *prolétaires* dans les rapports matériels, comme le suffrage universel l'a effacée dans la vie publique. Sans doute, l'économie politique ne donne rien et ne permet de rien prendre, mais elle ouvre à tous l'accès de tout, et elle apprend au travail à tout conquérir. Au lieu de songer à couper les basques des habits, elle veut allonger les vestes, comme le disait Garnier-Pagès *l'ancien* ; cela vaut mieux que de parler de *liquidation sociale*.

L'œuvre de 1789 s'accomplit ; elle triomphera de la réaction aveugle des mauvaises doctrines de spoliation qu'elle a commencé par condamner ; il ne s'agit plus de détruire, mais d'améliorer. La liberté offre l'inappréciable mérite de tenir les cadres ouverts pour toute tentative utile, conforme au droit naturel.

Vous voulez l'égal échange ? Nous aussi nous le voulons, et nous y arrivons en mesurant la récompense à l'œuvre et en échangeant service contre service. Vous parlez de *communisme* ; si c'est pour répandre de plus en plus la somme des biens destinés à satisfaire les besoins de tous les hommes, c'est à quoi travaille l'économie politique, en se basant sur le respect de tous les droits.

Vous prétendez faciliter l'accès des instruments du travail, l'emploi du capital : la voie la plus courte, c'est de faire ce qu'il faut pour multiplier les capitaux, qui sont autant d'appels au concours du travail, et de leur donner la sécurité qui efface la prime des risques courus ou supposés.

Vous voulez abrégier la durée du travail de l'homme : multipliez les machines et les instruments, répandez les lumières qui fortifient l'intelligence et qui augmentent l'*efficacité du travail*.

Vous voulez l'association ; nous aussi, nous la voulons, sous toutes les formes, en écartant tous les obstacles, mais nous la voulons libre et nous n'oublions point la grande, l'éternelle, la solidaire association des hommes, réunis en société, pour s'assister et non pour se rançonner les uns les autres.

Vous voulez que chacun ait droit au résultat utile qu'il a contribué à

produire. Efforcez-vous donc avec nous d'obtenir que tous les efforts soient légitimement récompensés, ceux du passé conservés par la propriété et par le capital, comme ceux du présent, développés par l'intelligence et par le labeur matériel.

Quand ces principes seront mieux compris et plus répandus, on ne risquera plus d'entendre prêcher la *liquidation sociale*, car on rejettera comme une maxime aussi stérile qu'impie celle qui consiste à prétendre qu'un homme ne peut gagner sans qu'un autre y perde : à la triste doctrine de l'antagonisme, mère de la contrainte, aura définitivement succédé l'accord nécessaire des intérêts, fruit de la liberté.

L. WOŁOWSKI, de l'Institut.



Biblioteka Główna UMK



300048675217